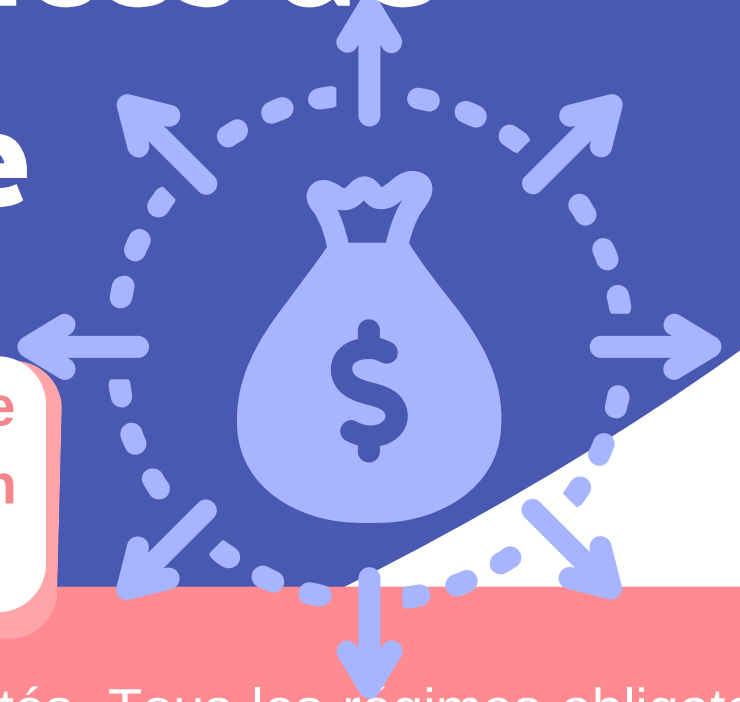


Les finances de la Sécurité Sociale

Généralités sur les finances de la Sécurité Sociale



Dépenses

Ce que la Sécurité sociale prend en charge dans le chef des assurés, au titre d'un certain nombre de « risques » ou de besoins sociaux.

La branche vieillesse : qui assure le paiement des retraites versées aux retraités. Tous les régimes obligatoires, à des degrés divers, intègrent des mécanismes de solidarité.

La branche maladie : couvre des risques liés à la maladie, à la maternité, à l'invalidité et au décès en versant des prestations (en nature et en espèces) et en menant à bien des programmes de prévention.

La branche famille : intervient dans quatre domaines prioritaires que sont l'accompagnement des familles dans leur vie quotidienne, l'accueil du jeune enfant, l'accès au logement et la lutte contre la précarité ou le handicap. A ce titre elle verse des aides financières aux familles et elle exerce une action sociale familiale, spécialement envers les plus démunis.

La branche accidents du travail et maladies professionnelles (« AT/MP ») : couvre les risques professionnels. A ce titre elle verse des prestations (en nature et en espèces) et met en œuvre la politique de prévention des risques professionnels, visant à améliorer la santé et la sécurité des travailleurs.

Recettes

Les cotisations sociales : prélèvements obligatoires versés selon les cas par les employeurs, les salariés et les non-salariés, pour le financement des régimes de sécurité sociale.

Si ces cotisations ne sont pas soumises à l'autorisation préalable du Parlement, leur assiette doit en revanche être fixée par la loi et la fixation de leur taux relève de la compétence du pouvoir réglementaire.

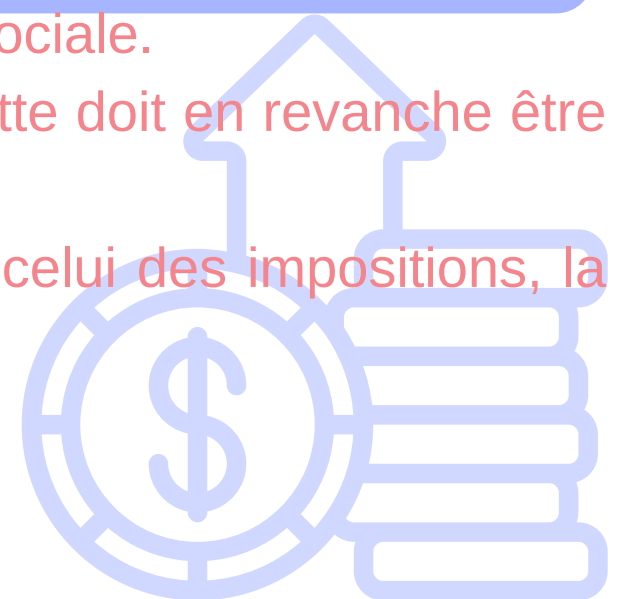
En outre, le régime des cotisations sociales est à certains égards directement inspiré de celui des impositions, la législation sociale renvoie même parfois expressément à la législation fiscale.

Les impôts

La contribution sociale généralisée (CSG) qui frappe l'ensemble des revenus des personnes physiques, qu'ils proviennent de l'exercice d'une activité professionnelle, qu'il s'agisse de revenus de remplacement, du patrimoine ou de produits de placement (taux de 9,2 % en 2020).

La contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) était à l'origine temporaire mais en 2004, le Parlement a décidé de la maintenir jusqu'à l'extinction de la dette sociale. Son assiette est la même que celle de la CSG (taux de 0,5 %). Son produit est spécifiquement affecté à la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES).

Les contributions publiques suivent le modèle des contributions qui existent à l'échelle des collectivités territoriales. Elles ont pour objet de compenser les pertes de recettes et les transferts de charges décidés par le législateur ainsi que de subventionner certains régimes spéciaux (on parle de « subventions d'équilibre »).





Contenu

Contenu obligatoire : Les LFSS doivent fixer un objectif national des dépenses d'assurance-maladie (ONDAM) qui ne peut être déterminé par un autre type de loi, prévisions qui concernent les dépenses sociales afférentes aux prestations maladie, maternité et accidents du travail, dans les régimes obligatoires de base.

La LFSS fixe également, mais à titre indicatif, l'équilibre financier de la Sécurité sociale.

Ces prévisions ne sont pas contraignantes car les crédits peuvent être dépassés et l'insuffisance des crédits peut justifier un refus de prestations.

Le contenu facultatif : Dispositions améliorant l'information ou le contrôle du Parlement sur l'application de ces lois.
Dispositions relatives aux recettes, qui auront un impact sur les dépenses des années ultérieures.
Dispositions relatives à l'amortissement de la dette sociale.

Le contenu interdit : Les « cavaliers » sociaux, c'est-à-dire les dispositions qui ne présentent aucun rapport avec les LFSS

Structure

Cinq parties composent les LFSS initiales :

- Article liminaire : Tableau de synthèse avec les prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques
- Partie 1 : Dispositions relatives au dernier exercice clos, dont notamment les dépenses rattachées à l'ONDAM et à la dette amortie par le CADE
- Partie 2 : Dispositions relatives à l'année en cours
- Parties 3 et 4 : Dispositions relatives à l'année à venir (recettes, équilibre général, dépenses)

Les LFSS rectificatives comprennent quant à elles deux parties :

- Partie 1 : Recettes et équilibre général
- Partie 2 : Dépenses



Processus d'adoption

Principes généraux

À l'exception du principe de spécialité, l'ensemble des principes applicables à l'échelle de l'État sont également applicables dans le cadre des finances de la Sécurité sociale (principe d'unité, d'annualité, d'universalité, de sincérité, d'équilibre).

Préparation du PLFSS

Elle relève de la compétence du gouvernement, en particulier du ministre des finances et du ministre chargé de la Sécurité sociale. Elle est faite sur la base des données transmises par les gestionnaires des régimes obligatoires de base (dépenses et recettes) et obéit à une logique « objectifs - résultats » similaire à celle de la LOLF.

Elle fait intervenir le Parlement de manière limitée par un rapport sur les orientations des finances sociales décrivant : les grandes orientations de la politique de Sécurité sociale au regard des engagements européens et l'évaluation pluriannuelle des recettes, dépenses et de l'ONDAM.

Elle fait également intervenir le HCFP, qui rend un avis sur les prévisions macroéconomiques du PLFSS.

Dépôt du PLFSS

Il doit intervenir concomitamment au dépôt du rapport sur les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses à l'échelle des 4 ans à venir et du rapport sur l'affectation des excédents et la couverture des déficits du dernier exercice.

Il doit en outre comporter diverses annexes (objectifs pluriannuels de gestion ; évaluation de l'ensemble des recettes par catégories et par branche), les rapports de la Cour des comptes relatifs à l'application de la loi de financement et à la certification de la régularité, sincérité et fidélité des comptes, le rapport sur les comptes des régimes obligatoires de base au cours de l'année du PLFSS et de l'année à venir et la liste des régimes obligatoires de base, avec le nombre de leurs cotisants et de leurs retraités, à produire tous les trois ans.

Vote du PLFSS



Le Parlement dispose d'un délai global de 50 jours pour se prononcer : 35 jours sont accordés aux parlementaires pour une première lecture (20 au sein de l'AN ; 15 au Sénat). Au-delà de ce délai, la LFSS peut être adoptée par voie d'ordonnance.

Dans le cadre du vote, le droit d'amendement des parlementaires est par ailleurs limité : ceux-ci peuvent augmenter les crédits d'un sous-objectif, mais non les crédits globaux d'un même objectif.

Enfin, les parties du PLFSS doivent obligatoirement être votées les unes après les autres, dans l'ordre de présentation